

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

INSERTIONS.

Annonces, la ligne. . . 30 c.
Réclames. 30
Fois divers. 75

RÉSERVES SONT FAITES.
Du droit de refuser la publication, des insertions reçues et même payées, sans restitution dans ce dernier cas. Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, ayant midi.
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne:
A PARIS,
chez M. HAYAS-LAPITTE et Co,
Place de la Bourse, 8.

ADONNEMENT.
Poste:
35 fr.
12 mois.
18 fr.
6 mois.
10 fr.
On s'abonne:
A SAUMUR,
chez tous les Libraires
A PARIS,
chez BONGREL et BULLIER,
Place de la Bourse, 33;
FWIG, r. Amboise-Richelieu, 9;
BEAUVET, r. d. Lombards, 32.

L'abonnement s'entend jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR
20 Juillet 1881.

Chronique générale.

On lit dans le National:

« La date des élections n'est pas définitivement arrêtée; mais le gouvernement a l'intention de rapprocher la date primitive fixée au 18 septembre.

» Il est question du 28 août, dans le cas où la séparation aurait lieu à la fin du mois.

Il résulte d'un rapport lu ces jours-ci au conseil général d'Oran, que les généraux commandants auraient prévenu le gouvernement des projets de Bou-Amena. Le fort qui devait être construit sur la frontière du Tell ne l'aurait pas été par ordre du général Farre, qui se serait aussi opposé à la démonstration armée que réclamaient les autorités militaires, pour calmer l'effervescence des Arabes surexcités par les prédications de l'agitateur Bou-Amena. Les accusations formulées par le conseil général sont de la plus haute gravité.

On annonce, comme devant paraître d'ici peu de jours dans un grand journal de Paris, une lettre adressée par M. Andrieux à M. Constans, et dans laquelle seraient révélés des détails piquants sur les rapports du préfet de police avec le ministre de l'intérieur.

LES MOUJERRES DE L'ALLEMAGNE.
Ne vous inquiétez pas de la question algérienne, tunisienne, tripolitaine ou marocaine, disent les journaux de M. de Bismark; dans six mois ou dans un an, au plus tard, la France en viendra à bout; ce

n'est qu'une question d'argent et de soldats. Ce langage est une cruelle moquerie à l'adresse du naïf gouvernement de la République.

L'Allemagne, tout en nous prodiguant des paroles de paix, a réussi à nous lancer dans une guerre longue et fatigante qui a déjà eu ce résultat de montrer combien notre système de mobilisation est défectueux, combien notre administration militaire est mauvaise.

Et comme nous sommes un pays d'entêtement et de routine, il est peu probable que cette expérience nous serve; le général Farre n'en changera pas une ligne ni un chiffre.

Cela, c'est le détail, et il n'est pas consolant, tant s'en faut.

Mais le principal est de voir à quel point le vénérable mais incapable M. Barthélemy Saint-Hilaire a laissé rouler la République par le diplomate berlinois.

En vérité, le prodhomme que M. Gambetta a mis aux affaires étrangères s'est conduit comme un bien triste dupe et en outre comme un Français pas fier.

Nous avons l'Allemagne avec nous, c'est-à-dire que M. de Bismark voit l'expédition d'un bon œil, disait ce pauvre vieux; donc nous pouvons marcher.

Et M. de Bismark, lequel connaissait mieux que M. Barthélemy Saint-Hilaire les causes et les aboutissants de l'insurrection africaine, a applaudi à notre départ pour la Tunisie.

Il voyait bien que nous allions entamer une de ces choses dont les conséquences sont incalculables et qui ne finissent jamais.

En un mot, par son attitude, le grand chancelier du roi Guillaume nous a poussés dans une aventure avec d'autant plus de plaisir qu'il connaissait la suffisance et l'incapacité de nos gouvernants.

Aujourd'hui ses journaux commencent à se moquer de nous.

Grâce au vieux républicain inepte qui nous a conduits là, nous avons bien mérité ces pesantes mais cruelles moqueries.

L'EXPULSION DE DON CARLOS.

Les raisons données par le Temps, pour légitimer l'expulsion du duc de Madrid, ne sont acceptées par personne. Elles sont ailleurs, dit l'Union.

Depuis l'insurrection algérienne, les rapports entre l'Espagne et la France sont assez tendus. Notre gouvernement, qui marchandait peu avec un lâché de plus ou de moins, a imaginé d'expulser M. le duc de Madrid, dans l'espoir faux et vil de complaire au gouvernement espagnol et d'opérer ainsi un rapprochement.

Il y a quelques semaines, M. Barthélemy Saint-Hilaire, ministre des affaires étrangères, écrivant au directeur de la Deutsch Reue, dans un langage absolument méprisable, se mettait bassement aux pieds de M. de Bismark. Aujourd'hui le gouvernement voudrait se mettre aux genoux du ministère espagnol pour mendier quelque rabais sur les réclamations qui lui sont faites.

M. Louis Teste se demande s'il n'y a pas quelque connexité entre l'arrêté notifié par M. Camescasse et la démission de M. Andrieux, et il continue:

« Mais s'il n'y a dans cette affaire que ce que le Temps dit qu'il y a, c'est-à-dire le fait d'avoir assisté à la messe de Saint-Germain-des-Prés, la loi de 1849 se trouve-t-elle respectée dans son esprit? Un pouvoir discrétionnaire n'est pas un pouvoir qui doit s'exercer sans discrétion. Il ne suffit pas que le ministre de l'intérieur y voie pour M. Camescasse l'occasion de donner un gage de bienvenue au radicalisme. Pour que l'on puisse justifier l'emploi de cette disposition rigoureuse, il faut encore que la sécurité de l'Etat ait réellement été mise en un péril quelconque par celui qui en est l'objet.

Autrement, les relations internationales deviendraient impossibles: nul n'oserait s'établir où il n'est pas citoyen, s'il avait à redouter les caprices de l'autorité sous la protection de laquelle il s'est mis. C'est une muraille de la Chine qu'on devrait alors

élever autour de chaque pays. La destruction de la civilisation européenne! Or, don Carlos est neveu de M. le comte de Chambord, chef de la maison de Bourbon. Chaque année, à pareille époque, il assiste à l'une des messes que l'on célèbre à Paris en son honneur. Qu'y a-t-il là qui ne soit légitime et correct? Qu'a-t-il fait cette année qu'il n'ait fait précédemment?

» Est-ce que la République se vengerait sur sa personne des mécontentements qu'elle fait? En quoi don Carlos en est-il responsable? Il n'a aucune action sur ce pays-ci, aux affaires duquel il reste d'ailleurs étranger. Quel groupe politique prend le mot d'ordre auprès de lui? Qu'il soit en France ou en Autriche, il n'en sera ni plus ni moins. Ce qui crée des ennemis au régime actuel, ce sont ses fautes. A force de compromettre les intérêts et les libertés, on finit par produire une irritation universelle. Alors on voit ce singulier spectacle d'un parti qui renait et qui grandit. Ces messes, ces banquets, ces discours, ces toasts, ces vivats, ces manifestations, qui ont eu lieu partout le jour de la Saint-Henri, ne font sourire que les imprévoyants.

» Et il paraît bien que le gouvernement en a été piqué au vif, puisqu'il semble avoir voulu prendre une revanche. Ah! il n'a pas eu là un trait de génie! Les monarchies ne manqueraient pas de se rappeler quelles difficultés il a faites pour expulser M. Hartmann. Le contraste est plein d'enseignement.

» Don Carlos parti, se flatterait-il que ce qu'il travaillait, comme s'il était salarié pour cela, à rendre nécessaire, mettra plus de temps à devenir populaire? Ce n'est qu'une violence de plus qui jette un élément de plus dans la discorde. N'était-il pas urgent d'inquiéter une catégorie de plus de personnes?

» Quel profit la République tirera-t-elle donc de cette expulsion? Pas même la satisfaction d'Alphonse XII. Comme indemnité à ses sujets, massacrés dans la province d'Oran, il trouvera la chose insuffisante. Et don Carlos ne lui donne pour le moment au-

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

FILS DU GARDE-CHASSE

(Suite.)

CHAPITRE XXVIII

LES JOIRS DU FOTER

Les jours passèrent et Constance resta; Marie trouva moyen de persuader à l'orpheline qu'on avait besoin d'une personne dévouée pour s'occuper des enfants, veiller à leur éducation, et qu'en profitant de l'hospitalité qu'on lui offrait, elle rendait autant de services qu'elle en recevait.

On ne fit intervenir pour calmer les scrupules de sa délicatesse; et, pour la persuader, j'invoquai le mandat que m'avait confié celui qui n'était plus; j'obéissais, sans bien m'en rendre compte, à mes propres desirs, tout en secondant le plan que mes amis avaient formé.

C'est un bienfait de Dieu qui nous rend impuissants à ressentir longtemps une violente douleur; peu à peu le désespoir de Constance se changea en une douce mélancolie qui fit place elle-même à une disposition d'esprit dont quelques nuages de tristesse venaient à peine troubler la sérénité.

J'allais souvent chez mon ami; depuis que Constance était installée dans sa maison où elle était traitée avec tous les égards qui témoignaient de l'estime et de l'affection dont elle était l'objet, mes visites étaient devenues plus assidues; j'allais à mes propres yeux le mandat que j'avais reçu au lit de mort de son père, mais je manquais de franchise avec moi-même, je ne me disais pas que je trouvais un attrait chaque jour croissant à sa conversation et que je me plaisais à découvrir en elle quelque qualité qui avait échappé à mon observation.

Je cherchais aussi à me dissimuler la satisfaction que j'éprouvais à remarquer que ses regards s'animaient quand elle me voyait paraître et semblaient me prier de rester encore quand je me disposais à prendre congé.

Marie, qui lisait dans mon cœur beaucoup mieux que moi-même, souriait à la dérobée, et parfois me laissait entendre que j'avais tort de repousser le bonheur qui s'offrait à moi, mais j'avais déclaré que je m'étais interdit toute pensée de mariage et je mettais une sorte d'orgueil à ne pas me donner un démenti.

Je compris que cette résolution cadrait mal avec l'intimité que j'avais acceptée avec Constance et que la loyauté ne me permettait pas d'encourager des idées qui ne devaient pas se réaliser; je m'imposai donc plus de prudence et plus de réserve.

Constance parut souffrir de ce changement dans lequel je résolus cependant de persister.

Sur ces entrefaites elle tomba malade; j'essayai de dissimuler mon tourment, sans pouvoir y réussir; j'affectais en vain de prendre un ton léger et indifférent; quand je demandais de ses nouvelles, mes yeux et mes yeux me trahissaient.

Un jour, le médecin parut plus alarmé; je fus alors comme une âme en peine; je ne pouvais ni me distraire ni travailler; mon humeur était d'une irritabilité insensée; j'évitais tout entretien qui aurait pu me détourner de mes propres pensées.

Bientôt on put reconnaître que tout danger était passé et que la convalescence serait courte.

Ma joie se traduisit avec un élan, une spontanéité qui aurait éclairé les moins perspicaces, et Marie n'était pas de ceux-là.

Jean, me dit-elle, avouez donc que vous aimez Constance de toute la force de votre âme.

J'étais pris au dépourvu et ne trouvais rien à répondre; je détournai la conversation et quittai bientôt cette amie dont le regard observateur me gênait.

Il se passa quelque temps sans qu'elle revint sur ce sujet; seulement elle me parla à plusieurs reprises de l'avenir de Constance qui ne pourrait rester chez elle et m'adressait à cet égard des questions auxquelles j'étais embarrassé pour répondre.

Elle me parlait avec une affectation d'insouciance du mariage de Constance comme d'une éventualité à laquelle il fallait se préparer; je restais impassible en apparence, mais cette idée ne manquait jamais d'éveiller en moi une impression pénible.

Jean, me dit-elle brusquement un jour, il faut que vous donniez votre avis sur une grave affaire. Il s'agit du mariage de Constance. Elle a vingt ans, vous ne vous en doutez peut-être pas. Vous êtes son tuteur et elle sait trop la déférence qu'elle vous doit pour ne pas avoir besoin de votre assentiment.

Je pâlis, car si j'avais cru devoir me priver du bonheur d'avoir une compagne selon mon cœur, tout mon être se révoltait à la pensée que celle dont j'aurais fait choix entre toutes pût appartenir à un autre.

— Constance n'est-elle pas libre? répondis-je brusquement.

— Et si cette liberté que vous lui reconnaissez elle n'en veut pas user? si elle tient à garder le rôle de déférence que son père lui a imposé?

— Encore faudrait-il que je connaisse le nom de celui qu'elle a choisi.

— C'est de sa bouche que vous l'apprendrez. Venez, nous allons lui parler.

Une sueur froide me perla sur le visage; je me demandais quel était l'homme qui se permettait de

